



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION

LE MINISTRE

Paris, le - 7 MAI 2019

N/Réf : CE 814819

V/Réf :

Monsieur le Député,

Par courrier en date du 22 mars 2019, vous avez appelé mon attention sur la réforme des Zones Défavorisées Simples (ZDS) hors montagne. Ce sujet est d'importance pour de nombreux agriculteurs.

Les ZDS avaient été définies à la fin des années 1970 en se fondant sur des critères socio-économiques mais aussi, parfois, d'opportunité. Un rapport de la Cour des comptes européenne de 2003 pointait l'utilisation de critères non harmonisés conduisant à des situations très disparates au sein de l'Union européenne et à un classement contestable dans un certain nombre de cas. Une révision était donc nécessaire pour pérenniser les soutiens prévus aux agriculteurs de ces zones, en particulier l'Indemnité Compensatoire de Handicaps Naturels (ICHN) en assurant une homogénéité de traitement pour les agriculteurs européens.

Le règlement européen relatif au développement rural a rendu cette révision obligatoire pour l'ensemble des Etats membres d'ici 2019. Des discussions ont été engagées dès 2016 avec les professionnels agricoles afin d'établir ce nouveau zonage, qui se compose de 2 parties :

- une première partie, les « Zones Soumises à Contraintes Naturelles », qui découle de l'application stricte de critères européens biophysiques et climatiques, sur laquelle il n'y a pas de marge de discussion. La carte établie sur la base de ces critères a été soumise à l'approbation du Joint Research Center de la Commission européenne ;

.../...

Monsieur Matthieu ORPHELIN
Député de Maine-et-Loire
Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP

- une deuxième partie, les « Zones Soumises à Contraintes Spécifiques », sur laquelle la prise en compte de certaines spécificités est permise. Ainsi, dans le respect du plafond de 10 % du territoire pouvant être classé sous cette catégorie, le caractère extensif de l'élevage dans certains territoires, ou encore certaines particularités d'intérêt pour l'environnement ou le paysage (présence de haies ou parcellaire morcelé, présence de surfaces peu productives ou de zones humides, zones soumises à déprise agricole, ou encore insularité) ont été prises en compte. La détermination des différents critères étudiés et retenus a fait l'objet d'une concertation étroite avec l'ensemble des Organisations Professionnelles Agricoles.

Le projet de zonage stabilisé à l'issue de cette concertation a été adopté en l'état par la Commission européenne le 27 février 2019. Les textes réglementaires nationaux, *i.e.* le décret n° 2019-243 du 27 mars 2019 relatif à la révision des critères de délimitation des zones agricoles défavorisées autres que les zones de montagne, et l'arrêté du 27 mars 2019 portant délimitation des zones agricoles défavorisées, ont été publiés le 29 mars 2019 permettant ainsi l'entrée en vigueur du nouveau zonage au 31 mars 2019.

L'accompagnement des agriculteurs sortant du zonage des ZDS prendra la forme d'un accompagnement individuel par l'octroi d'une aide dégressive en 2019 et 2020 correspondant, respectivement, à 80 % et 40 % du montant de l'ICHN de la programmation 2014-2020. La France mettra ainsi en œuvre les possibilités ouvertes par la réglementation européenne en accordant aux agriculteurs sortant du zonage les montants d'indemnité les plus élevés possibles.

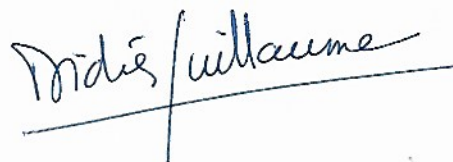
Par ailleurs, les jeunes agriculteurs déjà installés dans les communes sortantes conserveront le bénéfice de la majoration de la Dotation Jeune Agriculteur qui leur a été attribuée, et ne subiront pas de remise en cause des aides attribuées si les revenus dégagés lors de la période d'installation ne correspondent pas au niveau prévu dans leur plan d'entreprise initial, du fait de la sortie de leur exploitation du zonage des ZDS.

L'accompagnement des agriculteurs sortant du zonage doit également s'inscrire dans une perspective de plus long terme. Ainsi, des mesures à vocation plus structurante viendront, dès la campagne 2020, compléter l'aide dégressive mentionnée ci-dessus.

Un travail approfondi est en cours dans les régions pour définir les mesures les plus adaptées pour chaque territoire, en s'appuyant sur les audits d'exploitation qui sont en cours, et sur les conclusions des travaux du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux sur les zones intermédiaires. D'ores et déjà, des projets collectifs émanant de territoires sortant du zonage des ZDS ont été déposés dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Structuration des filières agricoles et agroalimentaires », organisé dans le cadre du volet agricole du Grand Plan d'Investissement.

Cet AMI, géré par FranceAgriMer et doté de 2 millions d'euros, permettra d'accompagner la maturation des projets qui ont été sélectionnés, en prenant en charge une partie de leur coût d'ingénierie. Une nouvelle phase de cet appel à projets sera ouverte en 2019 afin d'amplifier le financement dédié à la structuration des filières.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député, à l'assurance de ma considération distinguée.



Didier GUILLAUME